

## Les rois d'Espagne au Maroc : chronique de retrouvailles

Lurdes Vidal

**L**e voyage d'Etat réalisé par le roi Juan Carlos Ier et la reine Sofia les 17, 18 et 19 janvier au Maroc était chargé de symbolisme : dans les retrouvailles, les mots et les gestes, et surtout dans les promesses mutuelles que se sont faits les responsables politiques de chaque pays.

Au-delà du symbolisme, la visite servit à étayer la confiance renouvelée entre l'Espagne et le Maroc. Après une étape de turbulences, comme ont été souvent qualifiées les divergences entre les deux pays, ce voyage constituait le couronnement d'un processus de réconciliation entamé par la visite de l'ancien président José María Aznar en décembre 2003, puis par celle de son successeur José Luis Rodríguez Zapatero en avril 2004, qui choisit le Maroc comme destination de son premier voyage à l'étranger. C'est au cours de ces deux dernières années, 2003 et 2004, que les contacts entre les deux pays ont commencé à se normaliser, et c'est à partir du voyage de Zapatero qu'ils se sont intensifiés.

Entre autres, le Maroc a accueilli Adán Martín, président du gouvernement des Canaries, Pasqual Maragall, président de la Generalitat de Catalogne, Manuel Marín, président du Congrès des députés, Bernardino León, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, ou Leire Pajín, secrétaire d'Etat à la Coopération internationale. Malgré les bonnes relations personnelles et familiales qu'ont toujours maintenu les deux monarchies méditerranéennes, la malheureuse étape 2001-03 a empêché les rois d'Espagne de rendre à Mohammed VI la visite que celui-ci réalisa en Espagne peu après son intronisation, en juillet 2000. Aussi, ce voyage au Maroc de Ses Majestés, première visite d'Etat depuis 1979, était-il chargé d'espoir. Les rois étaient accompagnés par plusieurs ministres et une délégation de parlementaires qui renforcèrent l'importance politique de l'événement.

On peut se demander la raison d'une telle expectative à propos d'un voyage royal, qui difficilement pouvait apporter quelque chose d'inattendu ou fortuit, mis à part ce qui avait déjà été auparavant accordé et prévu dans les moindres détails. Mais même ainsi, la curiosité générée se respirait avant même de commencer. En Espagne, l'interview de Mohamed VI publiée dans *El País* la veille du voyage – la première accordée à un média espagnol depuis son in-

tronisation – suscita une polémique qui laissa en second plan certaines des déclarations les plus intéressantes du monarque alaouite. Au Maroc, la modification de l'itinéraire au dernier moment provoqua la déception des habitants de Tétouan, car il s'agissait de l'une des escales les plus attendues. Ce changement provoqua toutes sortes de rumeurs et spéculations de part et d'autre de la Méditerranée sur les motifs de l'annulation de la visite à Tétouan. Les sources officielles alléguaient des raisons techniques et d'agenda, tandis que la presse espagnole et marocaine y voyaient des motifs plutôt symboliques (la proximité de Ceuta ou la popularité du monarque espagnol dans l'ancienne capitale du Protectorat).

La visite permet de constater l'excellent niveau des relations bilatérales, ainsi que de définir le futur calendrier des contacts entre les deux pays, et en particulier la Réunion de Haut Niveau (RHN) qui se tiendra fin septembre ou début octobre 2005 en Espagne. De même, des projets communs qui étaient tombés dans l'oubli ont resurgi avec une force renouvelée, comme le Comité Averroès ou le Comité Mixte de Liaison Fixe à travers le Détroit, et les fondements ont été jetés pour entamer de nouvelles aventures con-

jointes, comme la signature du mémorandum pour les terrains de l'université hispano-marocaine de Tétouan ou l'accord pour la restauration du Théâtre Cervantès de Tanger.

L'économie a été l'un des points forts de la rencontre. Le premier ministre marocain Driss Jettou a promis des garanties juridiques aux entrepreneurs espagnols, et le président de la CEOE (patronat), José María Cuevas, accompagné d'une délégation de 100 chefs d'entreprises espagnols réunis à Marrakech, a appelé à développer davantage les provinces du nord du Maroc, et à canaliser les flux de capital, de technologie, de biens et de services afin que ceux-ci profitent à l'ensemble du pays. Cuevas a annoncé trois objectifs prioritaires : le développement du nord du Maroc afin d'éviter que l'asymétrie économique ne nuise à la cohésion sociale du pays ; mettre en œuvre le projet de la Liaison Fixe, une obligation historique des deux pays ; et parvenir à une émigration légale et rationnellement organisée – à cet effet, la CEOE s'est offerte pour mettre en marche au Maroc des processus de formation et de sélection de travailleurs.

### La visite des rois d'Espagne au Maroc montre le bon moment que traversent les relations bilatérales

Lurdes Vidal, rédactrice d'AFKAR/IDEES.

Quoi qu'il en soit, l'attention était principalement tournée sur un certain nombre de points précis : les questions épineuses telles que le Sahara, l'immigration, la lutte contre le terrorisme ou les conflits territoriaux (voir Ceuta et Melilla) et de délimitation d'espaces maritimes. En ce qui concerne ces derniers, il y a peu de nouveauté – si ce n'est aucune. Au Maroc, l'initiative espagnole visant à donner une priorité à la résolution du contentieux du Sahara – identifié comme nécessaire pour l'articulation des relations entre l'Union européenne (UE) et un Maghreb uni – a été interprétée, si l'on en croit les déclarations de la presse, comme un rapprochement vers les thèses marocaines : une vision qui s'est vue renforcée par l'omission, du côté espagnol, de mentionner le Plan Baker comme cadre de résolution du conflit. Malgré les remous qu'elle provoqua dans la presse, la lettre remise par le Front Polisario à Juan Carlos I pour qu'il intercède en sa faveur n'a pas eu de suite.

Parmi les points qui ont produit les résultats les plus concrets, mentionnons le besoin de coopérer dans la lutte contre l'immigration clandestine et le trafic des êtres humains. Le Maroc a demandé l'assistance technique et financière ainsi que des dispositifs policiers à l'Espagne, mais aussi à l'Europe, surtout pour faire face à la pression migratoire subsaharienne à destination de l'Europe depuis le Maroc, et pour contrôler les routes de l'émigration depuis le sud du Maroc vers les Canaries. Pour ce qui concerne la partie marocaine, il convient de souligner que la disponibilité de coopération ainsi que le processus de régularisation actuellement mis en œuvre en Espagne, qui sont perçus comme un virage de la vision espagnole sur l'immigration – un aspect qui s'est vu renforcé par la gratitude exprimée par Juan Carlos Ier aux marocains qui résident en Espagne. Nous devons cependant accueillir de manière positive le fait qu'un problème aussi fondamental que celui des migrations soit abordé comme une responsabilité conjointe, que l'Espagne et le Maroc doivent appréhender dans le cadre d'organisations internationales comme l'UE et d'initiatives telles que le Processus de Barcelone.

Des discours et des hommages émouvants ont été donnés en souvenir des victimes du terrorisme, contre lequel les deux pays se sont engagés à coopérer étroitement. Seule la timide référence voilée au besoin d'associer une lutte efficace avec le respect des droits de l'homme a réveillé parmi les assistants l'ombre des détentions massives et des accusations de violation des droits de l'homme après les attentats de Casablanca de 2003.

### **La coopération dans la lutte contre l'immigration clandestine, aspect prioritaire pour les deux pays**

En définitive, l'entente n'aurait pu être meilleure. Concordance d'objectifs dans la région méditerranéenne, où l'Espagne et le Maroc doivent devenir le noyau et le moteur de la dynamisation du Processus de Barcelone. Concordance d'objectifs avec l'UE, auprès de laquelle l'Espagne doit se convertir en avocat et défenseur du « statut avancé » réclamé par le Maroc, et qui devrait se matérialiser par la nouvelle politique de voisinage. Et à l'échelon international, concordance sur la mise en place d'une Alliance des civilisations qui conformerait un consensus politique global entre l'Occident et le monde arabe et musulman.

Tels ont été, entre autres, quelques-uns des souhaits exprimés pendant cette visite qui, dans une large mesure, était la mise en scène à grande échelle d'une réconciliation tant attendue. Et c'est précisément sous cet aspect que la visite peut être encore plus révélatrice, puisque l'imaginaire populaire des sociétés es-

pagnole et marocaine reste toujours sous l'emprise des stéréotypes, des malentendus et des perceptions erronées. Même à certains moments, touché de près à mort par des visions troublantes comme El Ejido ou l'îlot de Perejil ou par des épisodes traumatiques comme le 11 mars à Madrid, où la recherche de responsabilités aurait pu faire que l'on culpabilise sans aucune discrimination l'arabe, le musulman ou le marocain. Cette mise en scène, au plus haut niveau de la réconciliation, a la faculté d'imprégner tous les esprits de la cor-

dialité et de la normalité que l'on attend des relations entre les deux pays, afin que même lorsque les hommes politiques échouent dans leur devoir, les citoyens, et en particulier la presse, puissent accomplir la mission de construire une histoire partagée.

Même ainsi, une fois passée l'euphorie du moment, le défi consiste à ce que les engagements acquis donnent leurs fruits dans un futur proche. A une époque où les symbolismes sont en vogue, alimentés par les dynamiques globalisatrices et renforcés par les manifestations d'identité, un effort de rationalisation s'impose pour digérer toute la teneur symbolique des actes et savoir revenir à la réalité et, si nécessaire, affronter les problèmes qui exacerbent les différences. Après cette lune de miel, la confiance renouvelée et les promesses d'un heureux avenir commun devraient permettre de parler en toute franchise, de ce qui plaît et de ce qui dérange, des réussites et des erreurs. Devant l'inévitabilité historique et géographique des relations entre l'Espagne et le Maroc, doit s'imposer la rationalité d'un dialogue sincère et constructif, permettant aux deux pays de rester unis, pour le meilleur et pour le pire, comme dans un mariage. ■